



l'Assurance Maladie
des salariés-sécurité sociale
caisse nationale

CIRCULAIRE

CIR-30/2002

Document consultable dans Médi@m

Date :

08/02/2002

Domaine(s) :

Risques maladie

Nouveau	☐
Modificatif	☒
Complémentaire	☐
Suivi	☐

Objet :

Remboursement forfaitaire des
soins exposés à l'étranger

Liens :

Circ DDRI 99/2001

Plan de classement :

50 51

25205

Emetteurs :

DDRI

Pièces jointes :

à Mesdames et Messieurs les

☒ **Directeurs**

☒ CPAM ☒ CRAM ☐ URCAM
☐ UGECAM ☒ CGSS ☐ CTI

☐ **Agents Comptables**

☐ **Médecins Conseils**

☐ Régionaux ☐ Chef de service
☐ Médecin Chef de la Réunion

Pour mise en oeuvre **Immédiate**

Résumé :

Modalité d'application de l'arrêté du 9 février 1978 relatif au
remboursement des frais d'hospitalisation et de soins reçus à
l'étranger.

Mots clés :

**Le Directeur
Délégué aux Risques**


Pierre-Jean LANCERY



l'Assurance Maladie
des salariés-sécurité sociale
caisse nationale

CIRCULAIRE : 30/2002

Date : 08/02/2002

Objet : Remboursement forfaitaire des soins exposés à l'étranger

Affaire suivie par : Jean-Pierre ADAM - ☎ 01.42.79.32.85 - 📠 01.42.79.34.08

Affaire suivie par : Claude LEVY - ☎ 01.42.79.35.85 - 📠 01.42.79.34.08

La présente circulaire a pour objet de vous communiquer, en annexe, les tarifs de remboursement à prendre en considération en cas d'hospitalisation à l'étranger à compter du 1^{er} janvier 2002.

Il convient de préciser que certains tarifs d'hospitalisation sont inférieurs à ceux diffusés par circulaire DDRI - n°99/2001 du 2 août 2001.

ANNEXE

1 - TEXTES

- *Loi n° 76-1287 du 31 décembre 1976* relative à la situation au regard de la sécurité sociale des Travailleurs Salariés à l'étranger
- *Décret n° 77-1367 du 12 décembre 1977* fixant les conditions d'application de la loi n° 76-1287 du 31 décembre 1976
- *Arrêté du 9 février 1978* concernant les dispositions relatives au remboursement des frais d'hospitalisation et de soins dispensés à l'étranger
- *Loi n° 80-471 du 27 juin 1980* étendant la protection sociale des Français à l'étranger
- *Décret n° 81-42 du 21 janvier 1981* fixant les conditions d'application de la loi n° 80-471 du 27 juin 1980
- *Loi n° 84-604 du 13 juillet 1984* portant diverses mesures relatives à l'amélioration de la protection sociale des français de l'étranger
- *Décret n° 80-342 du 12 mai 1980* fixant, en application de l'article L. 770 du Code de la sécurité sociale, les conditions dans lesquelles les fonctionnaires de l'Etat et les magistrats de l'ordre judiciaire en service ou en mission à l'étranger et leurs ayants droit conservent le bénéfice de leur régime de sécurité sociale
- *Décret n° 80-344 du 12 mai 1980* concernant les fonctionnaires de l'Etat et des établissements publics de l'Etat et les magistrats de l'ordre judiciaire en coopération culturelle, scientifique et technique auprès d'Etats étrangers
- *Décret n° 80-345 du 12 mai 1980* concernant le personnel civil de coopération culturelle, scientifique et technique auprès d'Etats étrangers
- *Lettre ministérielle n° 1227 du 6 décembre 1982* relative à la protection sociale des ayants droit des volontaires du service national actif à l'étranger
- *Décret n° 82-1102 du 23 décembre 1982* fixant en application de l'article L.770 du Code de la sécurité sociale les conditions dans lesquelles les ouvriers affiliés au Fonds Spécial des Pensions, les ouvriers des établissements industriels de l'Etat en service ou en mission à l'étranger et leurs ayants droit conservent le bénéfice de leur régime de sécurité sociale.

2. PERSONNES CONCERNEES

2. 1 - Travailleurs salariés détachés et leurs ayants droit

2. 2 - Assurés volontaires relevant de la Caisse des Français de l'Etranger

2. 3 - Fonctionnaires de l'Etat et magistrats de l'ordre judiciaire en service à l'étranger ou en mission de coopération ainsi que les personnels civils de coopération et leurs ayants droit

2. 4 - Ayants droit des coopérants militaires

2. 5 - Ouvriers de l'Etat en service ou en mission à l'étranger et leurs ayants droit

2. 6 -Assurés sociaux et leurs ayants droit visés à l'article R. 332-2 du Code de la sécurité sociale.

2.7 - Dialyses à Monaco

3. TARIFS APPLICABLES

Les tarifs devant être pris en considération sont les tarifs mentionnés ci-dessous.

31. Hospitalisation et soins dispensés dans les établissements de cure, réadaptation fonctionnelle et rééducation professionnelle

311. Hospitalisation - Frais de séjour à compter du 1^{er} janvier 2002.

DISCIPLINES OU SERVICES	TARIFS DE RESPONSABILITE 100 %
	EUROS
COURT SEJOUR	
MEDECINE	320,15
MEDECINE SPECIALISEE (1)	469,55
CHIRURGIE	634,95
SPECIALITES COUTEUSES (2).....	1 045,80
HOPITAL DE JOUR 1e CATEGORIE (3) ...	565,59
HOPITAL DE JOUR 2e CATEGORIE (4)....	528,23
HOPITAL DE JOUR 3e CATEGORIE (5)....	288,13
HOPITAL DE NUIT	88,04
HOSPITALISATION A DOMICILE	70,43
CHIMIOOTHERAPIE	389,51
MOYEN SEJOUR	
MOYEN SEJOUR ET CONVALESCENTS ...	178,00

- 1) s'applique dans des unités de surveillance continue, cardiologie spécialisée, radiothérapie, oncologie, hématologie, néphrologie, pédiatrie, néo-natologie, pédo-psychiatrie et obstétrique
- 2) s'applique dans des unités de réanimation, de brûlés et des unités hautement spécialisées de neurologie, radiothérapie, néphrologie, hématologie, hépato-gastro-entérologie, pédiatrie et néo-natologie, médecine, oncologie, cardiologie, immunologie clinique, chirurgie cardio-vasculaire, urologie, chirurgie infantile
- 3) s'applique en cardiologie, hématologie, néphrologie, radiothérapie, chirurgie cardio-vasculaire, urologie
- 4) s'applique en médecine, endocrinologie, gastro-entérologie, pneumologie, dermatologie, neurologie, pédiatrie, pédo-psychiatrie, chirurgie infantile, orthopédie-traumatologie, gynécologie-obstétrique, O.R.L., ophtalmologie
- 5) s'applique en gériatrie, O.R.L., rééducation neurologique

N.B. en ce qui concerne la maternité, il y a lieu de se reporter au tarif "médecine spécialisée"

32. Soins donnés dans les établissements visés au paragraphe 4 de l'article 1er de l'arrêté du 9 février 1978

321. Les tarifs devant être pris en considération à compter du 1er janvier 2001 sont les tarifs mentionnés ci-dessous :

ETABLISSEMENTS	TARIFS DE RESPONSABILITES 100%
	EUROS
3211. CENTRE MEDICO-PSYCHO-PEDAGOGIQUE	44,48
3212. CENTRE DE PLACEMENT FAMILIAL	19,70
3213. INSTITUT MEDICO-PEDAGOGIQUE, INTERNAT	42,71
3214. INSTITUT MEDICO-PEDAGOGIQUE, SEMI-INTERNAT	33,40
3215. INSTITUT MEDICO-PEDAGOGIQUE, EXTERNAT	30,63
3216. INSTITUT MEDICO-PROFESSIONNEL, INTERNAT	46,50
3217. INSTITUT MEDICO-PROFESSIONNEL, SEMI-INTERNAT	41,91
3218. INSTITUT MEDICO-PROFESSIONNEL, EXTERNAT	39,64
3219. MAISON D'ACCUEIL SPECIALISEE	70,54

33. Hospitalisation dans un service de psychiatrie :

Tarif applicable à compter du 1^{er} février 2001 :

- 354,50 €.

34. Séjour dans un établissement de réadaptation et de rééducation fonctionnelle

340. Moyen séjour : tarif applicable à compter du 19 janvier 2001 :

- 241,60 €.

341. Court séjour : tarif applicable à compter du 19 janvier 2001 :

- 197,42 €.

35. Frais de transports sanitaires

351. Transport en ambulance : tarif applicable à compter du 1^{er} septembre 2000 par Km :

- 0,55 €.

352. Transport aérien : tarif applicable depuis le 1er janvier 1995

- par heure :
 - 573,36 €
- par demi journée :
 - 239,65 €.

Le coût d'affrètement d'un appareil de transport est donné par la formule suivante :

(coût par heure de vol) X (nombre d'heures de vol) + (frais fixes par demi-journée), les demi-journées étant calculées de 0 heure à 13 heures et de 13 heures à 24 heures ; toute demi-journée commencée étant due.

- Depuis le 1^{er} janvier 1995, le coût direct par heure de vol et frais fixes par demi-journée s'élève à :
 - 573,36 €.
- Depuis le 1^{er} janvier 1995, les frais fixes par demi-journée s'élèvent à :
 - 239,65 €.
- A titre d'exemple, le coût d'un transport de 2 heures dans la même demi-journée s'élèverait actuellement à :
 - $(573,36 \text{ €}) \times (2 \text{ heures}) + (239,65 \text{ €}) \times (1) = 1.386,37 \text{ €}.$

36. Tarifs à prendre en considération pour les actes d'imagerie par résonance magnétique nucléaire dispensés à l'étranger

Il convient de rembourser, outre les honoraires du médecin dans les limites prévues, le forfait technique.

- Tarif plafond du forfait technique applicable depuis 1999 :

- 163,88 €.

37. Dialyses à l'étranger

370. Pour les personnes visées aux § 2.1 à 2.5 inclus de la présente annexe :

- tarif plafond à compter du 1^{er} janvier 2002 :

- 405,52 €.

371. Pour les personnes visées au § 2.6 de la présente annexe :

- tarif plafond applicable depuis 1997 :

- 298,80 €.

372. Pour les personnes dialysées au Centre d'hémodialyse de Monaco :

- tarif applicable à compter du 1^{er} octobre 2000 :

- 348,03 €.